



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 29 mai 2009 (08.06)
(OR. en)**

10400/09

**COPEN 101
EJN 31
EUROJUST 33**

NOTE DE TRANSMISSION

expéditeur:	M. Hans G NILSSON, ministre, Représentation permanente de la Suède auprès de l'Union européenne
date de réception:	3 avril 2009
destinataire:	M. Javier SOLANA, Secrétaire général/Haut Représentant
n° doc. préc.:	16288/03 COPEN 132 EJN 17 EUROJUST 20
Objet:	Mise à jour des informations et explications fournies par la Suède conformément à la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres

Monsieur le Secrétaire général,

Veillez trouver en annexe une version actualisée des informations et explications fournies par la Suède conformément à la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres

(formule de politesse)

(signature)

Hans G NILSSON

Informations actualisées fournies par la Suède

Version actualisée des informations et des explications fournies par la Suède concernant les points suivants de la décision-cadre du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres: article 6, paragraphe 3; article 7; article 8, paragraphe 2; article 13, paragraphe 4; article 25, paragraphe 2; article 27, paragraphe 1 et article 28, paragraphe 1:

Article 6, paragraphe 3

En Suède, ce sont les autorités suivantes qui sont compétentes pour émettre et exécuter un mandat d'arrêt européen.

Autorité judiciaire d'émission

C'est un procureur qui émet un mandat d'arrêt européen aux fins de poursuites.

C'est la Direction générale de la police nationale ("Rikspolisstyrelsen") qui émet un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécution d'une peine ou d'une autre mesure de privation de liberté.

Autorité judiciaire d'exécution

En Suède, les autorités judiciaires d'exécution sont les procureurs et les juridictions de droit commun.

L'exécution d'un mandat d'arrêt européen en Suède s'opère comme suit.

Le mandat d'arrêt européen est transmis au procureur compétent. Une demande au titre de l'article 27, paragraphe 4 ou de l'article 28, paragraphe 3, est transmise au procureur qui s'est chargé du dossier relatif à la remise de la personne recherchée.

En cas de doute quant au procureur compétent pour traiter un mandat d'arrêt européen, c'est au Procureur général de Suède, à la Direction générale de la police nationale ou à un point de contact du Réseau judiciaire européen de se prononcer.

Procureur général de Suède: Riksåklagaren
International unit (Cellule internationale)
Box 5553
S - 114 85 STOCKHOLM Suède
Tél.: +46-8-453 66 00
Fax: +46-8-453 66 99
Mél.: registrator.riksaklagaren@aklagare.se

Direction générale de la police nationale:
International Police Cooperation Division (Direction "Coopération policière internationale")
Box 12256
S - 102 26 STOCKHOLM Suède
Tél.: +46-8-401 37 00
Fax: +46-8-401 48 99
Mél.: ipo.rkp@polisen.se

Un tribunal de première instance se prononce sur la remise, sur demande du procureur. Il peut être interjeté appel de cette décision devant la cour d'appel et la cour suprême. Une autorisation est requise pour interjeter appel devant la cour suprême. La même procédure est appliquée pour traiter une demande au titre de l'article 27, paragraphe 4 ou de l'article 28, paragraphe 3.

En sus de la procédure ordinaire exposée ci avant, le procureur est compétent pour décider de surseoir à l'exécution d'un mandat d'arrêt si l'autorité judiciaire d'émission ne fournit pas les informations nécessaires pour décider si un mandat d'arrêt européen doit ou non être exécuté.

L'ensemble des contacts et de la correspondance qui relèvent d'une affaire de remise au titre d'un mandat d'arrêt européen doivent transiter par le procureur ou par un policier qui participe à l'enquête.

Article 7

La Suède procédera à des contacts directs entre autorités judiciaires pour l'envoi et la réception d'un mandat d'arrêt européen. L'autorité centrale auprès du ministère de la justice peut cependant assister les autorités judiciaires compétentes si elles le demandent.

Justitiedepartementet

Division for Criminal Cases and International Judicial Cooperation (Direction "Affaires pénales et coopération judiciaire internationale")

Centralmyndigheten

S-103 39 STOCKHOLM Suède

Tél.: +46-8-405 10 00 (standard), +46-8-405 45 00 (greffe)

Fax: +46-8-405 46 76

Mél.: birs@justice.ministry.se

Article 8, paragraphe 2

La Suède acceptera qu'un mandat d'arrêt européen soit rédigé en suédois, danois, norvégien ou anglais ou qu'il soit accompagné d'une traduction dans l'une de ces langues.

Article 13, paragraphe 4

Le consentement donné à la remise peut être révoqué par la personne dont la remise est demandée, à condition que cette révocation survienne avant que le tribunal ne se soit prononcé sur la question de la remise.

Article 25, paragraphe 2

C'est la Direction générale de la police nationale qui est chargée de recevoir les demandes de transit et les documents nécessaires, de même que toute autre correspondance officielle concernant les demandes de transit.

Article 27, paragraphe 1

La Suède ne donne pas le consentement, prévu à l'article 27, paragraphe 1, pour qu'une personne soit poursuivie, condamnée ou détenue en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté, pour une autre infraction commise avant sa remise par la Suède.

Article 28, paragraphe 1

La Suède ne donne pas le consentement, prévu à l'article 28, paragraphe 1, pour la remise d'une personne à un État membre, autre que la Suède, en vertu d'un mandat d'arrêt européen émis pour une infraction commise avant sa remise par la Suède.